



Ministère de la Famille  
et des Aînés

**Étude des crédits  
2009-2010**

Conseil de la Famille  
et de l'enfance

Avril 2009

Québec 

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

---

#	Demande de renseignements généraux
---	------------------------------------

---

- 1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2008-2009 :
  - les endroits et date du départ et du retour;
  - le but du voyage;
  - les personnes rencontrées;
  - le coût;
  - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - la copie des rapports de mission;
  - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés.
  
- 2 Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :
  - la liste des ententes signées et/ou annoncées;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
  - la copie du rapport de mission;
  - les investissements annoncés.
  
- 3 Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.
  
- 4 Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :
  - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;
  - les firmes de publicité;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - le but visé par chaque dépense;
  - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
  
- 5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant :
  - le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
  
- 6 Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein d'un ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - le nom du projet;
  - la nature du projet;
  - le montant initialement prévu pour l'ensemble du coût du projet;
  - les plus récents estimés du coût du projet;
  - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
  - les firmes ou OSBL associées au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
  - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

- 7 Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2008-2009, de chacune des dépenses suivantes:
- la photocopie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les «Blackberry»;
  - les ordinateurs portables;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - les distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - i. au Québec;
    - ii. à l'extérieur du Québec.
- 8 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2008-2009, ainsi que les prévisions pour 2009-2010, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
  - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
  - le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
  - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
  - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
- 9 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail
  - le propriétaire de l'espace loué.
- 10 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2008 à ce jour.

- 11 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2008-2009 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - le titre de la fonction;
  - l'adresse du port d'attache;
  - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - la prime de départ versée, le cas échéant;
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - la description de tâches;
  - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008;
  - le nombre total d'employés au cabinet;
  - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;
  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
  - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 12 Liste des sommes d'argent versées en 2008-2009 à même le budget discrétionnaire du :
- i. ministre
  - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
    - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
    - la circonscription électorale;
    - le montant attribué;
    - le projet visé et le résultat.
- 13 La ventilation détaillée des budgets des dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007 et 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.
- 14 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - la date de la mise en disponibilité;
  - la prévision 2009-2010 et 2010-2011.
- 15 Pour chaque ministère ou organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2008-2009.
- 16 Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
  - le poste occupé;
  - le salaire;
  - l'assignation initiale;
  - la date de l'assignation hors structure;
  - la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

- 17 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
- l'assignation initiale;
  - l'assignation actuelle;
  - le salaire;
  - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- 18 Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers, en indiquant :
- le salaire de la personne;
  - le montant reçu du régime de retraite.
- 19 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- les clubs privés ou autres;
  - les billets de saisons;
  - etc.
- 20 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
  - le coût de constructions du site;
  - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
  - le responsable du contenu sur le site;
  - la fréquence moyenne de mise à jour;
  - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
  - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
- 21 Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :
- la liste;
  - les mandats;
  - les contrats;
  - le résultat du travail effectué;
  - les échéances prévues;
  - les sommes impliquées.
- 22 Pour 2008-2009, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
- 23 Pour chaque ministère ou organisme, les montants déboursés en 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
- 24 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère ou organisme pour 2008-2009 :
- le nombre de refus;
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

- 25 La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :
- le coût;
  - le nombre de ressources affectées;
  - le nombre de rencontres;
  - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- 26 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG1

### Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2008-2009 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- le but du voyage
- les personnes rencontrées;
- le coût;
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun voyage hors Québec n'a eu lieu au cours de l'année financière 2008-2009 pour le Conseil de la famille et de l'enfance.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: RG2

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- la copie du rapport de mission;
- les investissements annoncés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a organisé ni participé à aucune mission à l'étranger.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: RG3

Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: RG4

Listes des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;
- les firmes de publicité;
- les modes d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a fait aucune dépense en publicité pour l'année 2008-2009 et ne prévoit pas en faire en 2009-2010.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: RG5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir liste en annexe.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 20 avril 2009

CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 5

CONTRATS OCTROYÉS: SERVICES PROFESSIONNELS: 1er avril 2008 au 31 mars 2009

# SEQ	NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT TOTAL
1	Axiome Communication inc.	Organiser et gérer une conférence de presse rendant public l'avis relatif à l'étude réalisée sur la vie de famille avec un enfant souffrant d'un handicap. Cet événement aura lieu le 27 août prochain dans les bureaux du Conseil de la famille et de l'enfance.	\$5 000,00
2	Escojido.com inc.	Assurer les relations de presse pour le Conseil de la famille et de l'enfance, lors du lancement du rapport annuel sur la situation et les besoins des familles et des enfants du Québec : L'engagement des pères. L'événement s'est tenu le 23 septembre 2008.	\$3 765,00
3	Escojido.com inc.	Assurer les relations de presse et le soutien aux prises de parole de la présidente du Conseil de la famille et de l'enfance, lors d'événements publics.	\$20 000,00
4	Italiques (Rompré, Virginie)	Le présent mandat a pour but de retenir les services professionnels de la mandataire pour contribuer à la révision linguistique de plusieurs documents du Conseil de la famille et de l'enfance destinés à la publication.	\$5 000,00
5	Matteau Parent, Graphisme et Communication inc.	Réalisation de travaux graphiques pour la réalisation et conception d'outils de communication.	\$24 999,00
6	Presses de l'Université du Québec, Les	Edition d'un ouvrage collectif faisant suite au Symposium de novembre 2007 : La famille à l'horizon 2020.	\$2 000,00

CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 5

CONTRATS OCTROYÉS: SERVICES DE NATURE TECHNIQUE: 1er avril 2008 au 31 mars 2009

# SEQ	NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT TOTAL
1	Château Bonne Entente inc.	Réunion CFE	\$1 226,66
2	Christian Desjardins Photographe inc.	Photos pour publication du Conseil sur le thème de la famille et de la fiscalité	\$1 250,00
3	Hôtel Delta Montréal	Location salle, équipement, traiteur	\$3 464,10
4	Hôtel Mont Gabriel (Placements Melcor inc.)	Réunion du CFE	\$4 713,00
5	Imprimerie Sociale [1994] inc.	Impression d' Exemplaies du Rapport annuel CFE	\$6 600,00
6	Imprimerie Sociale [1994] inc.	Impression et livraison de divers documents écrits par le CFE	\$10 000,00

CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 5

CONTRATS OCTROYÉS: APPROVISIONNEMENTS: 1er avril 2008 au 31 mars 2009

# SEQ	NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT TOTAL
1	Compugen inc.	1 imprimante HP LJ P4015x - catégorie IM50 (50 à 59ppm) (1575,41\$ + 1 cartouche noire (CC364X) LJ P4015x (246,08\$)	\$1 821,49
2	Roy & Breton, inc.	Achat 2 classeurs et 1 armoire	\$1 280,15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: RG6

Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a développé aucun projet informatique au cours de la période visée.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: RG7

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour l'année 2008-2009, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec
  - ii. à l'extérieur du Québec.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

<b>Photocopie</b>	4 135,40 \$
<b>Téléphonie cellulaire</b>	
Coût d'utilisation :	824,26 \$
Achat d'un Blackberry pour la secrétaire générale :	220,91 \$
<b>Ordinateurs portables</b>	1 294,86 \$
<b>Téléavertisseurs</b>	0,00 \$
<b>Mobilier de bureau – Québec</b>	4 318,00 \$
- Montréal	4 403,48 \$
<b>Distributeurs d'eau de source</b>	265,04 \$
<b>Frais de transport, hébergement et repas (incluant les frais de fonctions de la présidente et de la secrétaire générale)</b>	40 198,95 \$
<b>Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</b>	8 318,53 \$

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG8

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aux fins de cette réponse, les caractéristiques du personnel du Conseil sont intégrées aux données fournies par ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG9

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG10

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2008 à ce jour.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG11

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2008-2009 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministres* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG12

Liste des sommes d'argent versées en 2008-2009 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - la circonscription électorale;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne dispose d'aucun budget discrétionnaire.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG13

La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a aucun budget de dépense découlant de transferts obtenus du gouvernement fédéral.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG14

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc....) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- la prévision pour 2009-2010 et 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG15

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG16

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc....) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne rémunère aucun personnel hors structure.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG17

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne rémunère aucun personnel affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG18

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG19

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison;
- etc.

<b>Abonnement à une association professionnelle</b>		
Association professionnelle des techniciennes et techniciens en documentation du Québec	55,00 \$	
		<b>55,00 \$</b>
<b>Achat de livres pour le Centre de documentation</b>		
	1 343,20 \$	
		<b>1343,20 \$</b>
<b>Journaux</b>		
Le Devoir	239,16 \$	
La Presse	249,08 \$	
Le Soleil	220,54 \$	
The Gazette	280,81 \$	
		<b>989,59 \$</b>
<b>Autres abonnements</b>		
Club de Presse Blitz	450,00 \$	
Gazette officielle Partie 2 (abonnement électronique)	212,00 \$	
		<b>662,00 \$</b>
<b>Magazines (revues) payants</b>		
Perception – Conseil canadien de développement social (incluant le statut de membre)	100 \$	
Family Relations – National Council on Family Relations (incluant le statut de membre)	120,00 \$	
Tendances sociales canadiennes	39,00 \$	
Transition – Institut Vanier de la famille (incluant le statut de membre)	20,00 \$	
L'actualité	33,95 \$	
Gazette des femmes	10,00 \$	
Bulletin Allô les haltes	10,00 \$	
Informations sociales	Payé en 2007 pour 2 ans	
Éthique publique	50,00 \$	<b>382,95 \$</b>
<b>Magazines (revues) gratuits</b>		
Vie pédagogique		
Bulletin du Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants		
Découvrir les approches efficaces		
Données sociodémographiques en bref		
L'inform'accueil		
Info Garde		
Info-Réseaux		
Flash-Info		

Développement social Horizon Le Mocassin télégramme Municipalités et familles Pensons famille Quadrilatère Recherches sur la famille Savoir Télescope L'Actuelle		
<b>Bulletins électroniques</b>		<b>0,00 \$</b>
Cyberpresse Les nouvelles du CEPB Info Flash INSEE – Première Bulletin CVRCE La note de veille Le Quotidien ACC e-NEWS Réseau canadien de recherche en politique publique (RCRPP) Canadian Policy Research Networks CERC Bulletin Inforum OCDE direct Politiques sociales.net Puzzle Recherches sur la famille VVS Express Vigie Psychosociale Observgo Liaison RRQ		

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG20

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :  
André Bériault, Communication Internet a conçu le site du Conseil en 1997.  
En 2001-2002, Telus l'a modernisé pour un coût total de 7 228 \$ et en 2002-2003 pour un coût total de 3 912 \$.  
Depuis 2003, par entente de services avec le ministère de l'Emploi, de la solidarité sociale et de la Famille, les travaux se font sans coût.  
Refonte complète en 2004-2005, avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.
- Le coût de l'entretien et de la mise à jour :  
  
Avril à juillet 2002, André Bériault Communications Internet a fait la mise à jour pour un montant de 155 \$.  
La Direction générale des services informatiques gouvernementaux a hébergé le site pour un montant de 340 \$.  
  
Par la suite, Telus a entretenu le site pour un montant de 105 \$ par mois et fait la mise à jour pour un montant de 700 \$. En 2003-2004, Telus a entretenu et hébergé le site pour un montant annuel de 3000 \$.  
  
Depuis janvier 2005, le CFE entretient son site, avec le support des ressources du MESS, en vertu d'une entente de services.
- Qui est responsable du contenu sur le site :  
  
Le contenu est sous la responsabilité d'une équipe formée par la secrétaire générale, l'agente d'information et la technicienne en informatique, sous l'autorité de la présidente du Conseil.
- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :  
  
La fréquence de mise à jour est deux fois par semaine.

- Le nombre de visiteurs (hits) par mois :

2003-2004	2590
2004-2005	3610
2005-2006	8652
2006-2007	9259
2007-2008	8871
2008-2009	8779 (en février 2009)

- Combien de fois le site a-t-il été refait :

La conception et la modernisation ont été faites une fois, la refonte complète deux fois.

- Quel a été le coût :

La modernisation du site, échelonnée sur deux années financières (2001-2003), a coûté 11 140 \$. La dernière refonte a été réalisée avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, sans frais pour le Conseil, en vertu d'une entente de services.

- Quels critères ont justifié les changements :

Le besoin de modernisation après cinq ans et la nécessité de le rendre plus convivial et de véhiculer la nouvelle signature du Conseil ont justifié ces changements. Bien que le Conseil de la famille et de l'enfance ne soit pas tenu légalement de mettre en œuvre un plan d'action en vue d'accroître l'accessibilité des services aux personnes handicapées, il a débuté la mise en œuvre de mesures destinées à un accès facilité aux diverses sections de son site Internet avec le support d'une équipe de la DGATI.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG21

Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2008, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a procédé à aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts ou enquêteurs.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG22

Pour 2008-2009, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG23

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a déboursé aucun montant pour la mise en place du Gouvernement en ligne.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG24

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2008-2009 :

- le nombre de refus;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de la famille et de l'enfance

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG25

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût;
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG26

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance  
COLLABORATION :  
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre - 16 avril 2009